



# La Centrafrique : un pays écartelé entre influences française et russe

Morgane CAIAZZO | Étudiante en Master 2 « Carrières administratives », spécialité « Sécurité et Justice » de l'Institut d'études politiques (IEP) de Bordeaux.

La République centrafricaine (RCA) demeure aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. La situation du pays qui peut se résumer par une extrême pauvreté malgré de nombreuses ressources (pétrole, uranium, diamants, etc.) laisse à voir un réel paradoxe. La Centrafrique est un pays à la fois instable politiquement et dont la richesse des ressources inexploitées est une aubaine pour les puissances extérieures. En octobre 2017, le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra s'est rendu à Sotchi en Russie pour rencontrer le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov. La visite avait pour objectif de demander le soutien de la Russie auprès des Nations unies dans le cadre d'une levée temporaire de l'embargo sur les armes à destination de la Centrafrique (cf. P. PABANDJI). Le président Touadéra a également obtenu, de manière informelle, la fourniture d'armements et de véhicules pour les Forces armées centrafricaines (Faca). Le Comité de sanctions de l'ONU a accepté cette demande de dérogation sur l'embargo des armes en Centrafrique et, le 26 janvier 2018, un premier cargo militaire a atterri dans la capitale de Bangui (cf. E. KROUTIKOV).

Traditionnellement, la RCA est une terre d'influence française de par son statut d'ancienne colonie. Les récents événements ont ravivé un foyer de tensions, digne de la guerre froide, entre la France et la Russie qui entend asseoir son *soft power* sur le Continent noir.

## Un rapport historique Centrafrique/France en difficulté

La Centrafrique a déclaré son indépendance le 13 août 1960 et est depuis restée en relation avec la France dans le cadre de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). La France a gardé un pied à terre dans la région. Elle a déclenché en 2013, la mission *Sangaris* pour pacifier les relations entre la Séléka (coalition rebelle musulmane) et les anti-Balaka (mouvement anti-Séléka de confession chrétienne) : environ 2 500 militaires français pour une population située entre 5 et 6 millions sur un territoire de 622 984 km<sup>2</sup>. Cette opération qui a pris fin en 2016 a permis la tenue d'élections légales emmenant le président Touadéra au pouvoir. Président qui n'a cependant pas tenu son rôle, selon certaines critiques, dans l'espérance politique française d'une meilleure coopération entre les



deux pays. La France, soutenue par l'Union européenne, a entrepris la formation des Faca même si ceux-ci sont trop peu institutionnalisés pour assurer la sécurité dans le pays. En effet, la Centrafrique reste un État failli dont seule la région autour de la capitale Bangui semble être à peu près contrôlée. L'Armée française a gardé un contingent d'environ 150 militaires à Mpoko depuis la fin de l'opération *Sangaris* en 2016, un quartier aux alentours de l'aéroport de Bangui. En effet, la Centrafrique ne fait pas partie des priorités diplomatiques de la France et demande un important investissement financier et humain qui ne serait pas rentable.

Elle est aussi sur le terrain dans le cadre de l'Opération de maintien de la paix (OMP) de l'ONU depuis 2014 : la *Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca)* avec une vingtaine d'autres pays. Celle-ci souffre d'un grave défaut de coordination et ploie sous les accusations de « passivité », voire même de collusion avec les groupes armés : elle se serait ainsi rendue coupable d'approvisionnement ces factions ou encore d'avoir participé à l'exfiltration du chef de l'ex-Séléka, Abdoulaye Hissene (août 2016) et d'Ali Darassa. Dans le cadre économique, les Français sont présents à la tête des seules entreprises performantes de la région comme le groupe français Castel (brasserie de bières), la Somdiaa (groupe agroalimentaire) ou encore Total (hydrocarbures). Ces entreprises sont en général déficitaires dans la zone, le climat centrafricain n'étant pas bon pour les affaires, et si les choses s'envenimaient, il ne semble pas qu'elles prendraient le risque de rester.

Pour autant, « Les Français sont sur la touche. Ils regardent, passifs, la montée en puissance des Russes », note Roland Marchal, chargé de recherche au Ceri (Centre de recherche international). « Au Quai d'Orsay, cela fait des années qu'on est fatigué par le dossier centrafricain. Touadéra a déçu [selon certains]. Mais il est vrai que c'est moins net du côté de Balard » (cf. L. LARCHER). On ressent ainsi le décalage de perspectives du conflit entre les hommes politiques et les militaires. Retirée du pays depuis 2016, l'Élysée ne désire pas s'y investir outre mesure et bien qu'Emmanuel Macron ait réitéré son soutien à son ancienne colonie le 25 septembre 2017, les relations ne sont que purement protocolaires. Paris s'est massivement désengagé du terrain, faute de moyens et de volonté politique ; seuls subsistent quelques éléments remplissant des fonctions de soutien comme énumérées précédemment.

Du côté de Bangui se ressent une inévitable crispation face à son ancien colon. D'après Emmanuel Dupuy, président de l'Institut prospective et sécurité en Europe (Ipe), « les Centrafricains ont été très déçus de l'incapacité française lors de l'opération *Sangaris* à remplir sa mission » en abandonnant trop vite le terrain après pacification de la crise et l'absence de ligne claire de Paris dans la crise centrafricaine ne serait pas étrangère au rapprochement entre Bangui et Moscou (cf. M. PERROTIN).



## **Contrevenant russe : la volonté de développer son *soft power* sur la zone**

« [La Russie] est attirée par les ressources minières et par le gain diplomatique en Afrique et à l'ONU », souligne Roland Marchal. Le Ceri estime à entre 300 et 400 Russes sur le territoire centrafricain : ces anciens militaires, dont la présence a été spécifiquement autorisée par l'ONU, assurent la formation des Faca, encadrent la garde présidentielle et garantissent la protection rapprochée du président Faustin-Archange Touadéra (cf. L. LARCHER). De même, un accord de défense datant du 22 août 2018 permettrait aux militaires centrafricains de se former dans les écoles russes. Valery Zakharov, proche du président russe Vladimir Poutine, s'est vu octroyer la position confortable de conseiller chargé de la sécurité du Président centrafricain, ce qui dénote la volonté de placer des relais à l'intérieur du pays pour recueillir du renseignement et nouer des contacts.

Initialement le nouveau positionnement russe en Centrafrique s'appuie sur une décision de l'ONU : la résolution 2127 (décembre 2013), reconduite en 2018 par la résolution 2339 du Conseil de sécurité. Bangui fonde ainsi de grands espoirs dans la Russie qui pourrait profiter des synergies qu'elle possède dans la région pour appuyer un règlement régional de la crise. La signature d'une entente bancaire de paix entre les *leaders* de l'ex-Seleka et quelques chefs anti-Balaka, le 28 août 2018, a pu ainsi voir le jour grâce aux négociations russes. Pourtant, cette initiative s'inscrit difficilement dans la procédure conduite par la communauté internationale qui s'associe à l'initiative de l'Union africaine. De plus, un autre facteur rapproche les deux pays. En effet, Russie et Centrafrique réfutent la vision unipolaire occidentale qui n'envisage les relations internationales que sous un angle dominant/dominé et que moralise une rhétorique messianique se voulant universelle. Préférant une approche plus pragmatique et circonstancielle, Russie et Centrafrique s'entendent sur une coopération à leur bénéfice mutuel. En somme, alors que le Kremlin cherche avant tout à faire fructifier les intérêts de la mère patrie, Bangui, quant à elle, s'accommode plutôt bien de ce partenaire qui ne s'embarrasse pas des Droits de l'Homme, ne brandit pas sans cesse l'étendard de la démocratie et ne fait pas de la lutte anti-corruption son fer de lance, *a contrario* des puissances occidentales.

La Russie espère corréler son don d'armes avec sa présence dans les pays alentour. L'aide russe serait également conditionnée à quelques avantages sur le terrain, notamment l'obtention de permis d'exploitation comme a pu en bénéficier la société minière russe Lobaye Invest Sarlu autour de villes comme Ndele, Bria, Birao ou Alindao pour retirer de l'or, du diamant, de l'uranium. La Russie compte également s'implanter dans les pays voisins de la Centrafrique en réactivant l'accord tripartite Centrafrique-Soudan-Tchad datant de 2016 pour discuter des problématiques sécuritaires, politiques et économiques qui les concernent et se repositionner dans le jeu diplomatique avec la résurgence de la Route de la Soie par la Chine. La publicité dans les rues centrafricaines vante



les mérites de l'action russe qui s'accompagne généralement d'une campagne anti-française dans les médias : « C'est sans doute la véritable motivation des Russes en Centrafrique : nourrir et renforcer le sentiment anti-français en RCA, affaiblir son influence en Afrique et du coup, sur la scène internationale. Pour Moscou, c'est un objectif à long terme », analyse le spécialiste de la Russie Julien Nocetti de l'Ifri (cf. L. LARCHER). Cependant, d'autres sources sur place ont cru bon de souligner que cela ne semblait pas être l'ambition première de la Russie car des tentatives de coopération et de collaboration franco-russes sur place ont tourné à l'échec envenimant la situation entre les deux pays. De plus, le sentiment anti-français n'est pas nouveau, de par l'utilisation de drapeau français pour revendiquer quelques exactions de factions armées comme le PK5, une Force armée militaire qui agit dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Bangui.

\*\*

Que la République centrafricaine fasse appel à une puissance extérieure pour stabiliser sa situation est tout à fait logique. Pour retrouver son intégrité territoriale et protéger ses populations, elle a besoin d'une aide militaire extérieure puisqu'elle n'a pas les moyens de se défendre toute seule. Mais les crispations franco-russes liées à une lutte d'influence lui sont tout à fait préjudiciables et pourraient entraver la réconciliation nationale dont elle a besoin. Au-delà, le désintérêt de la communauté internationale est palpable. Le seul réconfort est de penser que l'État failli ne pourrait tomber plus bas.

#### ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

KROUTIKOV Evguény, « Influences : la Centrafrique, terre de lutte entre la Russie et la France », *Courrier international*, 26 juillet 2017 ([www.courrierinternational.com/](http://www.courrierinternational.com/))

LARCHER Laurent, « Centrafrique, main basse de Moscou », *La Croix*, 04 octobre 2018 ([www.la-croix.com/](http://www.la-croix.com/)).

PERROTIN Maxime, « Centrafrique : la Russie va-t-elle réellement supplanter la France ? », *Sputnik News*, 28 juillet 2018 (<https://fr.sputniknews.com/>).

PABANDJI Pacôme, « Centrafrique : la Russie autorisée par l'ONU à vendre des armes aux Faca », *Jeune Afrique*, 15 décembre 2017 ([www.jeuneafrique.com/](http://www.jeuneafrique.com/)).